

2 Politique

Commémoration des 20 ans d'existence de la commune d'Owendo

Début des manifestations officielles demain



Jean-Michel Nzaou, premier maire de la commune d'Owendo...



... Son successeur, Romaine Amvoula...



... Et l'actuelle édile d'Owendo, Jeanne Mbagou.

J.K.M
Libreville/Gabon

Occasion pour les Owendois de jeter un regard rétrospectif sur la marche de leur cité, tout en se projetant dans le futur avec la détermination d'ériger leur ville au rang des plus belles municipalités de notre pays.

PLACÉES sous le haut pa-

tronage du chef de l'État, c'est demain que débutent les festivités officielles commémoratives des 20 ans d'existence de la commune d'Owendo avec l'organisation, au jardin municipal, d'une "Journée portes ouvertes" consacrée à la légalisation des documents administratifs. A cette occasion, le grand public devrait ainsi mieux appréhender l'organisation et le fonctionnement des services municipaux. Située au sud de la capitale gabonaise, dans le départe-

ment du Komo-Mondah, dans la province de l'Estuaire, la ville d'Owendo a été érigée en commune de plein exercice en 1996. Ce n'est, en réalité, qu'un an plus tard que les activités de l'Hôtel de ville sont devenues effectives, à la suite de l'épilogue du feuilleton juridico-électoral ayant opposé la liste du Rassemblement national des Bûcherons (RNB) conduite par Alfred Yeyet à celle de Jean-Michel Nzaou, tête d'affiche du Parti démocratique gabonais (PDG).

D'ailleurs, c'est ce dernier, aujourd'hui décédé, qui sera le premier édile de cette ville. Tout justement, afin de lui rendre hommage, la mairesse d'Owendo, Jeanne Mbagou, devrait procéder, aujourd'hui, en début de matinée, au dépôt d'une gerbe de fleurs sur sa tombe. Un geste hautement symbolique aux yeux de nombreux Owendois. Tant il illustre, à les entendre, leur reconnaissance à l'endroit d'un "digne fils de leur cité". Dans la journée

de vendredi, les manifestations seront marquées, dans la matinée, par une cérémonie de décoration d'une partie du personnel municipal. Avant de s'achever, le lendemain, à l'Hôtel de ville d'Owendo, par l'organisation d'un mariage collectif de 54 couples. Et l'organisation d'un dîner de gala, dans la soirée. Dans une interview à paraître demain dans le cadre de cet événement, l'actuelle édile d'Owendo aborde, sans langue de bois, plusieurs aspects liés

au fonctionnement de la circonscription administrative dont elle a la charge. Des réalisations de ses deux prédécesseurs (Jean-Michel Nzaou et Romaine Amvoula), en passant par la collecte des taxes municipales, la lutte contre l'insalubrité, l'entretien des voiries, etc., Jeanne Mbagou a martelé son ambition de faire d'Owendo "un petit-Paris", avec le soutien des plus hautes autorités de la République et de ses administrés.

Huit mois après la création du Bureau national chrétien de médiation (BNCM)

Les responsables font le point

SM
Libreville/Gabon

Cette structure politique composée des hommes et des femmes d'église, et qui s'était donnée pour mission, "d'œuvrer pour le retour de la paix au Gabon", a livré, hier, au cours d'un point-presse, l'essentiel des actions qu'elle a entreprises jusqu'à ce jour.

LES responsables du Bureau national chrétien de médiation (BNCM) ont fait, hier, devant la presse, le point des actions menées par leur structure, jusqu'à ce jour, dans le cadre du retour à l'apaisement et à la paix au Gabon. Ceci, conformément à la mission qu'ils s'étaient confiés au regard de la crise sociopolitique postélectorale dans

notre pays. Laquelle mission consiste à "œuvrer pour la paix au Gabon, le retour de la cohésion, la tranquillité, l'amour et la réconciliation dans les cœurs de tous". Ces hommes et femmes d'église ont, pour l'essentiel, opté pour une démarche qui consistait à rencontrer plusieurs personnalités gabonaises et autres responsables des organismes et institutions nationales et internationales. Notamment, le Médiateur de la République, Laure Olga Gondjout, le conseiller politique de la Délégation de l'Union européenne, Ignacio Sobrino Castello, la responsable des Affaires politiques du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Edith Oyulu et le candidat à la

Présidentielle du 27 août 2016, Jean Ping. Sans compter leurs "différents rendez-vous manqués" avec le président de la Cour constitutionnelle et le Premier ministre, pour des raisons d'agenda chargé pour les deux personnalités. «Nos échanges avec ces différents interlocuteurs furent très soutenus et porteurs d'espoir», a déclaré le président actif de cette structure, le prophète Régis Minko Biteghe. Reste que, «nonobstant cet état des choses, l'avenir de notre pays ne s'annonce pas de tout favorable», selon ces ministres de Dieu. Car, ont-ils dit, les visions et les prophéties reçues de Dieu laissent présager un ciel sombre au dessus de notre pays. Et de poursuivre : «Ces visions, sont d'autant



Une vue des responsables du Bureau national chrétien de médiation (BNCM).

plus certaines que nous continuons d'assister, pour le regretter, aux actes et discours incitant à la fraction du peuple gabonais, à la

peur et à la haine du prochain». Fort de cela, le BNCM a encore invité les uns et les autres à la sagesse. «Arrêtons

toutes forme de violence verbale et même physique car, la sagesse vaut mieux que les instruments de destruction», ont-ils conseillé.

Droit de réponse à... Jean Emame Ayoune

Suite à notre article paru dans le journal du samedi 30 septembre dernier, en page 2, lequel traitait : "un congrès en perspective pour l'UDL tendance Jean de Dieu Ekouaghe Anzelé", nous avons reçu la réaction de "la véritable direction de l'Union pour le Développement et la Liberté (UDL)", parti présidé par Jean Emame Ayoune.

En voici la teneur : "l'UDL est un parti politique entier et membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Autant que nous sachions, la création tendance officielle dans un parti politique est la conséquence d'un acte juridique consa-

cré par son pendant administratif. De ce fait, M. Jean de Dieu Ekouaghe Anzele peut-il produire à l'opinion, un document administratif, ou en faisant foi, qui fait de lui le président de l'UDL tendance Ekouaghe Anzelé ? Suffit-il d'être le frère de notre regretté président fondateur Jean-François Ekouaghe Mba, pour mécaniquement devenir le président du parti politique qu'il a créé, même si on a été membre qu'opportunistement ? L'UDL a souffert des errements de cet individu en mal de stabilité, de sorte que nous ne nous laisserons plus jamais avoir

par la désinformation et nous prenons rendez-vous au congrès que ce M. Jean Ekouaghe Anzelé compte convoquer en parfaite illégalité, en vue d'exposer sa cupidité et sa parfaite maîtrise de l'usage du faux. L'UDL vous fait parvenir par ailleurs, afin de vous fixer sur cette forfaiture, une partie de son arsenal juridique et administratif qui fonde sa posture légale et légitime actuelle. À savoir : l'attestation de changement de Bureau directeur n°103/MISPID/SG/CEI du 26 mai 2011, la Décision de la Chambre civile du Tribunal de première Instance de Libreville datée

du 2016, la liste des partis politiques reconnus datée du 14 novembre 2016 et enfin, l'Avis n°007/2016/CND relatif au règlement des conflits des partis politiques de la session plénière du 18 au 24 novembre 2016. Que cela soit clair une bonne fois pour toutes, en dépit de ces gesticulations dignes d'un polar raté, l'Union pour le développement et la liberté (UDL) est un parti entier et membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, sous la conduite avisée de son chef de camp politique, Ali Bongo Ondimba".